

12/12/2023

Le projet de loi immigration rejeté d'emblée par les députés

L'ASSEMBLÉE nationale a rejeté hier le projet de loi sur l'immigration, un coup de tonnerre politique qui sonne comme une déroute à la fois pour le ministre de l'Intérieur Gérard Darmanin et pour le président Emmanuel Macron.

M. Darmanin s'est immédiatement rendu hier soir à l'Élysée où il a remis sa démission au président de la République qui l'a refusée. « C'est un échec », a reconnu le ministre sur TF1 hier soir, tout en fustigeant « l'alliance des contraires » qui a abouti à ce vote.

« Les oppositions refusent le débat.

ELISABETH BORNE
Première ministre

Les groupes Les Républicains (LR) et Rassemblement national (RN), qui avaient maintenu ces derniers jours le suspense sur leur vote, ont dévoilé dans l'hémicycle seulement leur intention d'approuver la motion. Neuf députés de la majorité n'ont pas pris part à ce vote qui coupe court à tout débat de fond sur le projet de loi.

La gauche et le RN ont salué debout dans l'hémicycle l'adoption de cette motion de rejet, des députés de gauche appelant à la démission du ministre.

Les écologistes ont invité dans un communiqué le gou-



→ Le ministre de l'Intérieur a avoué hier sur TF1 « un échec ».

vernement à tirer les conséquences de sa défaite en retirant « définitivement » son texte. « Abandonnons cette mauvaise loi ! », a commenté sur X le président du groupe PS Boris Vallaud.

La macronie « a fini par exaspérer toutes les oppositions. L'arrogant Darmanin a braqué tout le monde. Le début de la fin est commencé », a commenté le chef de file des Insoumis Jean-Luc Mélenchon.

Ces derniers jours, la majorité ne semblait pas croire à un vote de la motion, estimant qu'il serait très difficile pour LR de refuser le débat sur le projet de loi et de voter à l'unisson des écologistes.

Le président de LR Eric Ciotti, qui n'a cessé ces derniers mois de faire monter la pression sur ce projet de loi, a défendu hier la « cohérence » d'un vote destiné non pas à « interrompre les débats » mais à faire en sorte

qu'ils « se poursuivent sur une base beaucoup plus crédible », en reprenant la version élaborée par les sénateurs en première lecture.

Une majorité des députés LR (40 élus sur 62) a voté pour la motion de rejet, 2 ont voté contre, signe de la relative cohésion des députés du groupe autour de son président Olivier Marleix.

« Nous avons protégé les Français d'un appel d'air mi-

gratoire », a estimé pour sa part Marine Le Pen (RN), évoquant devant la presse à l'Assemblée un « désaveu extrêmement puissant pour le gouvernement ».

Les débats avaient débuté à 16 heures sur ce texte, en gestation depuis un an, qui vise notamment à faciliter les expulsions des étrangers jugés dangereux d'un côté et à permettre la régularisation de travailleurs sans-papiers dans certains

métiers en tension.

Gérald Darmanin était apparu sur la défensive dans son propos introductif. « Qui a peur du débat ? Ceux qui vont, dans une alliance contre-nature, se mettre d'accord pour que les Français ne voient pas les choses avancer ? », a-t-il demandé dans l'hémicycle.

270
députés

ont voté pour la motion de rejet préalable, 265 votant contre.

« Bien sûr, ce texte mérite d'être amélioré et la main du gouvernement est tendue dans l'intérêt général de tous les Français », a poursuivi le ministre, listant les sujets sur lesquels l'exécutif était prêt à bouger. Ces propos n'ont pas suffi à convaincre les oppositions.

ET AUSSI

Elisabeth Borne a convié les ministres concernés et les présidents de groupes parlementaires de la majorité hier soir pour une réunion de crise qui s'est achevée sans commentaire officiel immédiat.

Les ONG de défense des étrangers demandent le retrait du texte

LES ASSOCIATIONS et ONG de défense des étrangers ont appelé hier le gouvernement à « retirer » son projet de loi sur l'immigration, qui a fait l'objet d'une motion de rejet à l'Assemblée nationale, ouvrant une « période d'incertitude » sur l'avenir de ce texte controversé.

« Tout renvoi du texte vers le Sénat ou une commission mixte paritaire serait une manœuvre politicienne désastreuse », écrivent 23 organisations engagées dans la défense des droits des étrangers dans un communiqué

commun, parmi lesquelles la LDH, le Gisti, Utopia 56 ou encore Solidaires.

« Un naufrage »

« Il faut arrêter de s'entêter et retirer le texte », a tranché Fannely Carrey-Conte, secrétaire générale de La Cimade, l'une des associations qui avaient organisé un rassemblement contre ce projet de loi en début d'après-midi près de l'Assemblée nationale.

« Ce qui s'est passé confirme

ce qu'on dit depuis plusieurs mois : ce texte est un naufrage annoncé. La communication démagogique du gouvernement a fait peser une pression considérable sur ce projet de loi, dont on sait pourtant depuis le début qu'il n'existe pas de majorité pour le voter », a-t-elle ajouté.

« On est satisfaits du rejet car le texte est mauvais et nous inquiétait beaucoup, avec un débat qui se déroulait sous le joug de l'extrême droite. Maintenant, il faut saisir cette opportunité pour décréter une pause dans ce débat incendiaire,

dont on voyait bien qu'il ne pouvait déboucher que sur une politique très défavorable aux personnes étrangères », analyse Benoît Hamon, ancien ministre socialiste qui dirige désormais l'ONG Singa.

« C'est en tout cas un camouflet pour le ministre de l'Intérieur, qui a voulu porter ce projet de loi à tout prix alors qu'il n'y avait aucune urgence sur le sujet », a abondé le président de France Fraternités, Pierre Henry.

Pour lui, le rejet en forme de « pantalonnade » offre en tout cas l'occasion « d'avoir un dé-

bat sur des bases sereines, pourquoi pas via une convention citoyenne sur les migrations ».

Un rassemblement lundi prochain

Les 23 organisations signataires du communiqué commun appellent à se rassembler le 18 décembre, à l'occasion de la journée internationale des personnes migrantes.

La suite ?

L'exécutif peut choisir désormais de laisser le texte poursuivre son parcours législatif au Sénat, pour une deuxième lecture, ou en commission mixte paritaire Sénat-Assemblée, ou encore décider de l'abandonner. « Nous verrons ce que nous déciderons », a déclaré Gérald Darmanin en précisant que le chef de l'État avait demandé que lui soit présentée dès mardi « une suite pour ce texte ».